

L'EXPRESS INTERNATIONAL



MEXIQUE Humaniser l'Alena

■ Les rebelles zapatistes et 300 syndicalistes, universitaires et autres venus de divers pays, dont le Canada, ont conclu hier une réunion de trois jours par un appel à des formes d'organisation sociale et économique plus humaines dans le monde. Les participants au forum, tenu dans le Chiapas, ont condamné le « néo-libéralisme », modèle économique du libre-échange en tant que « forme actuelle d'oppression et d'injustice ».

d'après AFP

TCHÉTCHÉNIE

Dialogue de sourds

■ La promesse de négociations de paix russo-tchétchènes ne semblait hier qu'hypothèse de travail, les forces russes ayant poursuivi leur offensive sur tout le sud montagneux de la république indépendante caucasienne. Sans rejeter l'offre de dialogue « par médiateur interposé » lancée le 31 mars par le président Boris Eltsine, le tchétchène Djokhar Doudaïev a estimé que « des négociations directes seraient plus efficaces ».

d'après AFP

POLOGNE

Kwasniewski à Moscou

■ Le président Aleksander Kwasniewski est arrivé hier à Moscou pour une visite de trois jours qui devrait être dominée par la question de l'adhésion de la Pologne à l'OTAN. Tôt dans la journée, il avait effectué une escale dans la région de Smolensk où il a rendu hommage aux 5000 officiers polonais massacrés en 1940 à Katyn par la police politique de Staline. Il rencontre ce matin M. Eltsine au Kremlin.

d'après AFP

RWANDA

Anniversaire et violences

■ La France se retrouve une nouvelle fois au banc des accusés lors du 2^e anniversaire du génocide qui donne lieu à une semaine de deuil national au Rwanda: le président Pasteur Bizimungu a accusé Paris de « dissimuler la réalité de son implication dans le génocide ». Mais les violences continuent: selon la radio, 34 personnes ont péri la semaine dernière lors d'un accrochage entre l'armée et des « infiltrés venant du Zaïre »; les FRD (Forces de résistance pour la démocratie) de l'ancien premier ministre Faustin Twagiramungu pour leur part dénoncent un « massacre de femmes et d'enfants ».

d'après AFP

BÉNIN

Gouvernement Kérékou

■ Le nouveau chef de l'État Mathieu Kérékou a formé hier son gouvernement, composé de 17 membres, dont Adrien Houngbédji, nommé premier ministre. Président du Parti du renouveau démocratique (PRD), M^e Houngbédji, 54 ans, avocat de formation, était arrivé 3^e au premier tour de l'élection présidentielle du 3 mars, avec près de 20 % des suffrages, et avait appelé à voter en faveur de Kérékou au second tour.

d'après AFP

ALGÉRIE

Aït Ahmed dit oui

■ Le Front des forces socialistes (FFS), l'un des principaux signataires du Contrat de Rome appelant le pouvoir algérien au dialogue, a accepté l'invitation au dialogue du président Liamine Zéroual, a annoncé hier son secrétariat national, en vue de « sortir ensemble le pays de la douloureuse crise nationale » qui a fait 50 000 morts en quatre ans. Le FFS « ira réitérer ses propositions en vue de la restauration de la paix civile », a précisé le parti de Hocine Aït Ahmed, ajoutant: « Le FFS ose espérer une rapide ouverture du champ politique et médiatique pour donner de meilleures chances de succès aux discussions en cours. »

d'après AFP

Avertissements à Pyongyang

Moscou et Washington appellent la Corée du Nord au calme

d'après Reuter, AP et AFP
WASHINGTON

Plusieurs pays, dont la Russie et les États-Unis, ont appelé hier la Corée du Nord, accusée de violer la zone démilitarisée entre les deux Corées, à la retenue et au dialogue avec son voisin du sud, mais, selon Washington, il n'y a aucun signe de préparation d'offensive militaire nord-coréenne.

« Nous n'avons constaté aucun signe de préparation d'offensive militaire », a déclaré le porte-parole du président américain, Michael McCurry, à huit jours d'une brève visite que Bill Clinton doit effectuer en Corée du Sud, le 16 avril, avant de se rendre au Japon.

Les manœuvres de l'armée nord-coréenne dans la zone démilitarisée (DMZ) qui se sont déroulées dans la nuit de dimanche, pour la troisième nuit consécutive, provoquent cependant l'inquiétude de nombreux pays.

Moscou a appelé Pyongyang à la « retenue » et réitéré sa proposition d'organisation d'une conférence internationale sur les problèmes de la péninsule.

Le vice premier-ministre russe Vitali Ignatenko doit se rendre demain à Pyongyang pour participer pendant trois jours aux travaux d'une Commission intergouvernementale sur la coopération économique, commerciale, scientifique et technique.

La France a invité la Corée du Nord à « exercer la plus grande retenue et à cesser ces violations répétées de l'accord d'armistice » de 1953.

En Asie, le premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto s'est dit inquiet des incursions nord-coréennes dans la zone démilitarisée, les jugeant « extrêmement dangereux ».

Et le président philippin Fidel Ramos a exhorté la Corée du Nord à arrêter ses « provocations », qui interviennent à la veille des législatives où 31 millions de Coréens du



PHOTO AP

Des militaires sud-coréens aux aguets utilisent des superlunettes pour observer les manœuvres auxquelles se livrent des troupes nord-coréennes autour de la zone démilitarisée séparant les deux pays.

sud sont appelés, jeudi, à élire 299 députés.

Ces élections, qui se déroulent également sur fond de manifestations d'étudiants et de méga-scandales de pots-de-vin, s'avèrent cruciales pour le Parti de la Nouvelle Corée (NKP) du président Kim Young-Sam, dont tous les sondages annoncent qu'il devrait perdre la majorité au Parlement.

Les trois partis engagés dans un scrutin auquel participent 1389 candidats ont tous pour ligne de mire les élections présidentielles de 1997.

Cet affrontement des « trois Kim », comme on les surnomme à

Séoul, oppose trois vétérans du monde politique: Kim Dae-Jung (Congrès national pour de nouvelles politiques-NCNP) et Kim Jong-Pil (Libéraux-démocrates unifiés-ULD) face au président Kim Young-Sam.

La Constitution ne lui permet pas de briguer un second mandat de cinq ans. Entré en fonction en 1993, Kim Young-Sam termine son mandat en février 1998. Kim Dae-Jung l'accuse de vouloir changer la Constitution pour se représenter, ce dont il se défend.

La Corée du Nord a pour sa part mis en garde hier Séoul contre son « hystérie guerrière » et l'a averti

qu'il pourrait faire face à un « désastre inéluctable » s'il poursuivait ses « gesticulations guerrières », faisant allusion à de récents exercices sud-coréens.

Parallèlement, la Corée du Nord et un consortium dirigé par les États-Unis ont engagé hier des discussions en vue d'un accord sur la fourniture au régime de Pyongyang de deux réacteurs nucléaires à eau ordinaire. Les discussions font suite à la signature, en décembre, d'un accord de 4,5 milliards \$ US pour la fourniture de réacteurs atomiques à eau ordinaire, de fabrication occidentale, en échange du gel du programme nucléaire nord-coréen.

Peres accuse l'Iran de soutenir le Likoud

d'après AFP et Reuter
JÉRUSALEM

Israël a placé son armée en état d'alerte et déployé ses forces à la frontière du Liban ainsi que dans la « zone de sécurité » qu'il occupe au Liban sud après qu'une série d'explosions ayant tué un adolescent et blessé deux enfants lui eut été imputée par le Hezbollah libanais.

Un porte-parole de l'armée israélienne a démenti toute implication dans ces explosions et annoncé qu'Israël « riposterait à toute attaque ».

Selon la police libanaise, la bombe, formée de trois charges

connectées par des fils électriques, était dissimulée sur une route sablonneuse au nord de Baraachit, un village adjacent au secteur occidental de la zone occupée par Israël.

Ce type de bombe est généralement placé par l'armée israélienne et sa milice supplétive, l'Armée du Liban sud (ALS), a précisé la police libanaise.

Cette nouvelle tension survient au lendemain des incidents de Cisjordanie, toujours bouclée, où cinq Israéliens furent blessés dimanche soir par deux bouteilles incendiaires lancées contre un autobus.

Le premier ministre travailliste Shimon Peres se servait entre-temps de l'Iran dans sa campagne électorale, accusant ce pays, à sept semaines des élections, de collusion avec la droite israélienne pour renverser son gouvernement.

« L'Iran s'emploie de toutes ses forces à faire tomber le gouvernement de la paix en Israël et torpil-

ler le processus de paix », a déclaré dimanche soir Peres devant le Congrès du Parti travailliste réuni à Tel Aviv.

L'accusation a eu pour toile de fond l'annonce de l'arrestation par le Shin Beth d'un terroriste palestinien de Gaza, Khalil Zohadi Souleiman Abou Issa, 24 ans, recruté en Turquie et entraîné en Iran. Israël envisageait hier de demander à la Turquie des sanctions contre l'ambassade d'Iran à Ankara.

Des sondages réalisés « à chaud » après les attentats ont révélé une baisse de la popularité de Peres au profit de son rival de droite, le chef du Likoud Benjamin Netanyahu, qui a officiellement posé hier sa candidature pour le poste de premier ministre.

La réaction du Likoud, qui vient de publier son slogan électoral, « Netanyahu, pour une paix sûre », n'a pas tardé. Un communiqué du parti a qualifié de « déplorable » le

fait que le premier ministre « ait besoin de s'appuyer sur un allié aussi pitoyable que l'Iran pour tenter de rallier l'opinion publique israélienne à sa cause ».

Enfin, la Ligue arabe affirmait hier qu'un accord de coopération récemment conclu entre les armées de l'air turque et israélienne constituait « un acte d'agression contre des pays arabes, notamment la Syrie, le Liban et l'Irak » et « traduit les mauvaises intentions d'Israël et de la Turquie à l'égard des pays arabes ».

S'adressant aux journalistes au Caire, le secrétaire général adjoint de la ligue, Mouaffak al-Allaf, a appelé « le Conseil de sécurité de l'ONU, responsable de la préservation de la paix dans le monde, à prendre en compte cette nouvelle menace qui risque d'accroître les possibilités d'une explosion dans la région du Proche-Orient ».

REPÈRES / France

Une politique arabe

d'après AFP
ALEXANDRIE

Le président français Jacques Chirac a achevé hier à Alexandrie, sur le delta du Nil, une tournée de cinq jours au Proche-Orient, marquée par son désir de définir une grande politique arabe.

Se référant tout au long de son séjour au général de Gaulle, initiateur il y a 30 ans de ce qui a été appelé « la politique arabe de la France », Chirac a d'abord plaidé à Beyrouth pour « la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Liban ».

Hier au Caire, dans un discours qualifié par son entourage de « fondateur », au même titre que ceux de Washington sur le pacte transatlantique et de Singapour sur le partenariat euro-asiatique, il a annoncé qu'il allait placer la politique arabe et méditerranéenne au centre de sa diplomatie.

« La politique arabe de la France doit être une dimension essentielle

de sa politique étrangère. Je souhaite lui donner un élan nouveau, dans la fidélité aux orientations voulues par son initiateur, le général de Gaulle », a-t-il affirmé à l'Université du Caire.

L'étape libanaise de son voyage, son premier déplacement officiel comme chef d'État dans cette région qu'il affectionne, constituait pour lui un exercice de diplomatie délicat.

Dans ce pays aligné sur la Syrie qui y maintient 35 000 hommes, et dont le sud est occupé depuis 1978 par les troupes israéliennes, il s'agissait pour Chirac de conforter la place du Liban dans le concert des nations sans s'aliéner ni la Syrie ni Israël ni les partis chrétiens qui boycottent le régime.

Il n'en a pas moins demandé devant le Parlement libanais le départ des troupes syriennes une fois obtenu un retrait israélien, incité les chrétiens à voter aux élections de cet automne et encouragé à adopter une loi électorale assurant une large participation.

Selon son porte-parole Catherine

Colonna, toutes les communautés religieuses du Liban « ont salué son discours » ainsi que « le symbole qu'a constitué sa visite au Liban ».

De jeunes chrétiens ont néanmoins manifesté, brandissant des banderoles proclamant « Si de Gaulle était là, il aurait dit non aux occupations » (israélienne et syrienne), ou encore « Oui à l'application de la résolution 520 » de l'ONU (qui appelle au départ de toutes les troupes étrangères du Liban).

En Égypte depuis samedi, Chirac a exposé sa « vision des relations entre la France, l'Europe, le monde arabe et la Méditerranée ».

Pour lui, elle doit « tirer sa force de deux atouts: « D'une part, entre Français et Arabes, une connaissance mutuelle ancienne qui a nourri notre amitié séculaire et qui est aujourd'hui plus vivante que jamais », d'autre part « la présence en France d'une communauté musulmane de quatre millions d'âmes » qui vit sa foi « dans la tolérance et l'ouverture à l'autre ».

Il a tenu à se placer dans une

perspective européenne. « Cette grande politique arabe, la France souhaite la faire partager à l'Europe », a-t-il indiqué, soulignant que « les mondes arabe et européen sont liés par une communauté d'intérêt et de destin ».

Plaidant pour une « relance du processus de paix » et pour un respect scrupuleux des accords signés et de leur calendrier, il s'est exclamé: « L'Europe ne saurait être seulement un bailleur de fonds. Elle doit apporter, davantage que par le passé, sa contribution politique à un règlement de paix qu'elle doit également co-parrainer ».

Paris accuse les États-Unis, qu'il s'agisse de l'aide aux Palestiniens ou de reconstruction de la Bosnie, de faire payer l'Europe en conservant la gestion politique des situations.

S'efforçant de dessiner les contours d'une « communauté méditerranéenne » adaptée au contexte de l'après Guerre froide, le président français a dit: « après avoir détruit un mur à l'Est, l'Europe doit désormais construire un pont au Sud ».